

Via le [blog médiapart de l'Atelier d'écologie politique de Toulouse](#), collectif de chercheurs et chercheuses.

« À partir d'un exemple, vous montrerez que l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques de la croissance ». L'Atécopol et Enseignant·es pour la planète analysent ce sujet du bac SES, qui montre l'inadéquation de l'enseignement des crises environnementales, et les biais de programmes empêchant de penser la sobriété et la sortie d'un modèle croissantiste et productiviste.

Le 12 mai dernier, certains sujets proposés au baccalauréat aux élèves de Terminale ayant suivi la spécialité Sciences économiques et sociales (SES) ont [fait polémique](#) et ont été dénoncés, à juste titre, comme [légitimant l'idéologie capitaliste néolibérale](#) et les approches productivistes. En particulier, l'une des questions était formulée ainsi : " *À partir d'un exemple, vous montrerez que l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques de la croissance* " .

Le même jour, les médias annonçaient que la vague de chaleur que connaît l'Inde et le Pakistan était si forte dans certaines régions que le [soiseaux tombaient littéralement en plein vol](#), que la France [traversait une sécheresse](#) marquée et que la Californie affrontait déjà ces [grands incendies](#) désormais si fréquents. Ces phénomènes ont un point en commun : ils sont causés et/ou aggravés par le dérèglement climatique, directement lié aux émissions de gaz à effet de serre.

Dans ce contexte, comment ne pas s'émouvoir d'un tel sujet ? Comment peut-on demander à de jeunes lycéen·es, qui devront payer durant leur vie d'adulte pour l'inaction de leurs aîné·es en capacité d'agir, de minimiser les problèmes qu'ils et elles auront à affronter et justifier ainsi cette même inaction ? Car la question posée invite, sans possibilité de réfutation, à considérer qu'il sera non seulement possible de « *repousser les limites écologiques* » grâce aux nouvelles technologies, mais en plus de continuer à faire croître la production et le PIB. Or le dernier rapport du groupe 3 du GIEC indique au contraire que le découplage entre la croissance du PIB et les émissions de CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire la possibilité de croître économiquement en maintenant le niveau des émissions stable, voire en les diminuant, n'est pas observé au niveau mondial, et ne l'est que dans un petit nombre de pays. La croissance verte apparaît de fait comme une stratégie trompeuse, "[reposant en partie sur la foi](#)", dans la mesure où il n'existe [pas de preuve empirique de l'existence d'un découplage suffisamment important pour faire face aux enjeux environnementaux, et qu'il semble peu probable qu'un tel découplage se produise à l'avenir](#)<sup>[1]</sup>.

Face aux critiques qui se sont élevées sur les réseaux sociaux à la lecture de ce sujet, des collègues de SES ont souligné que la polémique n'avait pas lieu d'être, qu'il s'agissait du programme en vigueur pour les élèves de Terminale suivant cette spécialité. Cette réponse souligne à quel point le problème est plus large : il ne s'agit pas d'un sujet isolé, mais de la façon même dont les élèves sont formé·es à penser les enjeux environnementaux à l'aune des sciences économiques et sociales. Plutôt que de se réfugier derrière un programme problématique, il aurait fallu le dénoncer.

C'est ce qu'a fait, dès 2019, l'Association des professeurs de SES (APSES) appelant dans un communiqué à une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux dans les programmes.

[...]

La suite à lire sur le [blog médiapart de l'Atelier d'écologie politique de Toulouse](#).